

Lectures

Les comptes rendus

/

2011

Florence Bouillon, *Le squat : problème social ou lieu d'émancipation ?*

PIERRE CORDONIANU-THIBAUT



Florence Bouillon, *Le squat : problème social ou lieu d'émancipation ?*, Éditions Rue d'Ulm, coll. « La rue ? Parlons-en ! », 2011, 95 p., EAN : 9782728804511.

Vous pouvez commander cet ouvrage sur le site de notre partenaire Decitre

Texte intégral

PDF

- 1 Dans l'épilogue de son livre *Les mondes du squat*¹, Florence Bouillon s'interroge : quel contre-don pourrait-elle donner en échange de la parole, du temps, parfois de l'hospitalité que lui ont offert ses enquêtés ? Par sa contribution au présent ouvrage, *Le squat : problème social ou lieu d'émancipation ?*, l'auteure propose une aide militante à ceux qui aspirent à un logement « normal ». Mais ces derniers ne sont qu'une partie (dominante selon l'auteure) de la population étudiée : reprenant en synthèse les résultats de dix années de recherche², ce livre publié sous l'égide de l'association Emmaüs et de l'École normale supérieure, s'ouvre sur le constat que « la diversité est constitutive des mondes du squat » (p. 6). Néanmoins, le regard de l'anthropologue se concentre ici sur les squats dévolus à l'habitation : elle justifie ce choix par leur prédominance, analysée comme le résultat d'un « contexte d'éviction programmé des pauvres hors de la ville ».
- 2 Le squat sera ainsi appréhendé comme un logement essentiellement contraint. À

travers ce choix, Florence Bouillon prend position vis à vis de son terrain ; appuyée par le format et la volonté du livre de « rapprocher la réflexion universitaire et l'action sociale menée sur le terrain », elle réduit ainsi la richesse de sa thèse à un mode d'analyse binaire : d'un côté les *squats d'habitation* adoptés par nécessité et révélateurs d'un « problème social », de l'autre les *squats d'activités* adoptés par conviction et vécus comme moyen d'émancipation. Si ces deux idéaux-types ne permettent pas de restituer toute la complexité de ces lieux, ils ont l'avantage d'en exposer clairement les enjeux sur la question du logement. La diversité des squats (populations, tailles, fonctions, emplacements...) leur confère une grande variabilité de représentations sociales. Mais c'est la relation des personnes aux lieux qui au final détermine ces images ; or l'une d'elle apparaît particulièrement récurrente, celle du squat comme source de problèmes et de difficultés. Qu'ils soient public ou privés, les propriétaires refusent presque toujours le contact avec les habitants des squats : tout d'abord ces lieux nuisent à leur gestion du bien immobilier (vente, location...) ; pour les grands groupes privés, ils sont un obstacle à la spéculation ; quant aux particuliers, ils évoquent un sentiment d'intrusion. Plus généralement, ce sont l'ensemble des acteurs impliqués dans des opérations de rénovation urbaine (pouvoirs publics, élus locaux, entreprises...) qui y voient des « problèmes techniques considérables ». Aussi le refus du dialogue révèle en fait le « discrédit fondamental » qui frappe les « squatteurs ». Le voisinage pointe du doigt les squatteurs et est souvent très critique à l'égard de ces lieux : bien que son attitude varie de « l'hostilité déclarée à la franche solidarité en passant par la plus totale indifférence » (p. 24), les sentiments d'insécurité, de désordre et de déclassement que véhiculent les squats, favorisent celui d'hostilité. Ils procèdent d'associations entre squat, drogue et population dangereuse (jeunes, pauvres, immigrés...), auxquelles s'ajoute la vision d'un *habiter* profondément immoral (profiteurs, oisifs...) : « c'est alors en terme de "parasitisme", d'abus et d'iniquité qu'est formulée la critique des squats » (p. 32).

3 Les agents et structures de l'État relaient voire favorisent ces représentations : en effet la politique française en matière de squat n'est formulée qu'indirectement à partir des questions périphériques qu'il soulève (droit au logement, droit de propriété, sécurité...) et les cadres juridiques susceptibles de protéger ses habitants ne sont que rarement déployés. Au contraire, la tendance actuelle de criminalisation des squats conduit la justice à toujours trancher en faveur du droit du propriétaire. Enfin ce sont les « squatteurs » eux-mêmes qui sont insatisfaits : la plupart étant d'abord des mal-logés, le squat leur est un recours contraint qui prolonge plusieurs mécanismes d'exclusion du logement ; inconfortable, instable et disqualifiant, ce logement induit un mode de vie angoissant et stigmatisant. Si au terme d'une carrière morale (telle que définie par le sociologue Howard S. Becker) certains habitants ne vivent plus le squat comme honteux mais l'assument puis le revendiquent, une question demeure : pourquoi des individus optent-ils pour cette forme de logement marquée par la précarité matérielle et morale ?

4 Cette question conduit l'auteure à observer d'autres enjeux du squat, particulièrement soulignés dans ses formes politiques et culturelles ; aussi se penche-t-elle dans une seconde partie sur ces « utopies urbaines ». Au contraire des foyers d'accueil parfois jugés infantilisant et dégradant, le squat procure à ses résidents un sentiment de « maîtrise de son espace ». Moins dépersonnalisant, il peut intégrer une dimension proprement identitaire et permet d'y établir son intimité ; de plus cette appropriation morale de l'espace va permettre à ses habitants de le mutualiser, de l'offrir et donc d'être en position de réciprocité. Partant, le squat apparaît comme un moyen de résistance à la désaffiliation. L'intérêt du squat vient ensuite de son emplacement : établi en centralité urbaine, il permet à ses occupants de bénéficier des

avantages de cette situation : anonymat, insertion urbaine, accès aux services de la ville... Il est en cela un enjeu pour la lutte contre les inégalités et contre les processus de mise à l'écart dont se revendiquent les militants du squat. À cet égard, le squat propose un double support à l'action politique radicale : dénonciation en acte du capitalisme et de la propriété privée, il peut être aussi un lieu de vie collective et solidaire propice aux créations « expérimentales » (artistiques mais aussi sociales et politiques) : il peut ainsi répondre à la volonté de vivre « hors-système ».

- 5 Au terme de son analyse, le squat se révèle donc être à la fois un miroir où se reflètent une pluralité de problèmes sociétaux et une forme d'habiter dotée de plusieurs dimensions positives. Se demandant alors « à quelle condition un espace qui pose problème à la collectivité est-il susceptible de lui offrir des solutions ? », Florence Bouillon nous suggère que le squat devrait être un levier vers le logement « normal » (comprendons légal) : elle propose à cette fin des mesures pour que s'efface le discrédit qui marque les squatteurs et que le droit au logement deviennent véritablement effectif. Réduisant ainsi le squat à sa fonction d'habitation, l'auteure évacue toute la dimension d'intérêt public qui peut l'imprégner : pourtant, dans leur formes utopiques, ces lieux peuvent assurer pour la communauté des services culturelles, politiques et parfois même sociaux (magasin prix libre, cantine, aide aux démarches administratives...). Cette omission pénalise d'autant plus l'ouvrage que ces fonctions ont un poids dans les décisions de justice et se veulent aussi une réponse aux processus de gentrification dénoncés dans le livre. En définitif, ce livre est un outil très pratique (clair, concis...) pour comprendre et interroger les enjeux du squat dans la question du logement. Mais enfermant ainsi ces lieux sur leurs habitants, il en oublie d'autres aspects, notamment ses bénéfices publics. Plus que sur les squats, ce livre nous éclaire sur leur habiter.

Notes

1 Bouillon, Florence, 2009. *Les mondes du squat : anthropologie d'un habitant précaire*, Paris : PUF ; 244p. Texte remanié de thèse de doctorat Anthropologie sociale et ethnologie ; Paris, EHESS, 2007, *Les mondes des squats : productions d'un habitat illégal et compétences des citadins disqualifiés : le terrain marseillais*.

2 Ibid

Pour citer cet article

Référence électronique

Pierre Cordonianu-Thibault, « Florence Bouillon, *Le squat : problème social ou lieu d'émancipation ?* », *Lectures* [En ligne], Les comptes rendus, 2011, mis en ligne le 08 mai 2011, consulté le 14 février 2017. URL : <http://lectures.revues.org/5259>

Rédacteur

Pierre Cordonianu-Thibault

Étudiant en Master 2 recherche "Sociologie anthropologie du monde contemporain" à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense.

Droits d'auteur

© Lectures - Toute reproduction interdite sans autorisation explicite de la rédaction / Any

replication is submitted to the authorization of the editors